

ÉDITO Par Dorian de Meeûs

Les migrants, l'impossible débat

Quelle tristesse de constater que nous sommes incapables, nous les Européens, nous les Belges, de mener un débat serein sur la crise migratoire. Face à l'enjeu historique en cours, l'Europe s'est déchirée dans un duel de slogans : "L'Islam nous envahit" et "Il n'y a pas de risque d'intégration". Ces discussions stériles ont servi de frein à main à l'élaboration de solutions concrètes. Pire, jour après jour, elles déshumanisent notre société.

Certains en oublient que des milliers d'hommes, femmes et enfants tentent de fuir des zones où règnent guerre et terreur. Une majorité de partis politiques pourrait déjà se mettre d'accord sur le fait que ni l'ouverture totale, ni l'imperméabilité des frontières ne sont possibles ou souhaitables. Ensuite, qu'une crise aussi complexe sur les plans politique, économique, humain et même logistique, ne se solutionnera pas avec des idées simplistes ou de l'idéologie. Enfin, en assumant globalement l'accueil d'une partie des réfugiés, l'Europe démontrerait qu'elle peut gérer de telles crises. Le règlement de Dublin, qui permet de renvoyer un migrant interpellé dans le pays d'entrée dans l'Union, renvoie systématiquement la patate chaude à l'Italie et la Grèce. Cet accord européen n'est pas seulement déséquilibré et inefficace, il est toxique. On a vu ce que cette stratégie donnait dans les urnes... et comment cela va *in fine* tuer de l'intérieur le projet européen.

Les fantasmes risquent de prendre le dessus sur le pragmatisme. Alors, à la veille de scrutins majeurs en Belgique et en Europe, allons-nous laisser les partis populistes et d'autres ouvertement racistes s'emparer seuls des enjeux migratoires et des craintes sur "l'insécurité culturelle" sans émettre des idées réalistes et humaines ? Les partis traditionnels ont un rôle majeur à jouer : prendre de la hauteur et mettre des compromis politiques sur la table afin que cette crise migratoire soit humainement et économiquement sous contrôle. Ils ne le font pas assez. Avis aux hommes et femmes d'Etat : votre heure a sonné.